



## REGLEMENT DE CONSULTATION

### POUVOIR ADJUDICATEUR

#### INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES D'AIX EN PROVENCE

25 rue Gaston de Saporta  
13 625 Aix en Provence Cedex 1

### OBJET DE LA CONSULTATION

#### DEPLOIEMENT D'UNE INFRASTRUCTURE DE SECURISATION DU SITE ESPACE PHILIPPE SEGUIN OP2ISECURISATION\_EPS

*Procédure de Consultation :*

Marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° à R.2123-5, R.2131-12-2° du Code de la commande publique

### DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

**Mardi 21 janvier 2025 à 12H00**

### VISITE OBLIGATOIRE

(voir article 2.4 du présent RC pour l'heure et les modalités)

**Le Vendredi 10 janvier 2025**

*Site du profil acheteur du pouvoir adjudicateur :*

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

*Site internet du pouvoir adjudicateur :*

[www.sciencespo-aix.fr](http://www.sciencespo-aix.fr)

## SOMMAIRE

1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
1.1 – Acheteur.....	3
1.2 – Objet .....	3
1.3 – Mode de passation .....	3
1.4 – Allotissement et nomenclature .....	3
1.5 – Décomposition en tranches .....	3
1.6 – Forme du marché et montant .....	4
2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
2.1 – Délai de validité des offres.....	4
2.2 – Forme juridique du groupement .....	4
2.3 – Prestations similaires .....	4
2.4 – Visite obligatoire de site .....	5
3 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ .....	5
3.1 – Durée du contrat et délai d'exécution.....	5
3.2 – Lieu(x) d'exécution du marché .....	5
4 – DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES OFFRES .....	5
4.1 – Conditions relatives au retrait du dossier de consultation.....	5
4.2 – Composition du dossier de consultation .....	5
4.3 – Conditions générales de présentation des candidatures et des offres.....	6
4.4- Constitution des offres .....	6
5 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS .....	7
5.1 – Transmission électronique.....	8
5.2 – Modalités d'envoi des propositions : .....	8
5.3 – Copie de sauvegarde.....	8
5.4 – Rematérialisation des offres.....	9
6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	9
6.1 – Motifs d'exclusion .....	9
6.2 – Sélection des candidatures.....	10
6.3 – Jugement des offres – choix de l'attributaire.....	10
6.4 – Négociation.....	11
6.5 – Attribution du marché.....	12
7 – MODIFICATION DE DOSSIERS .....	12
8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	12
9 – PROCEDURES DE RECOURS.....	13
10 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	13

## 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 – Acheteur

**Institut d'Etudes Politiques**  
**25 rue Gaston de Saporta**  
**13 625 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1**

Représenté par son administrateur provisoire, Monsieur Franck BIGLIONE,

Dans le présent règlement de consultation, l'Institut d'Etudes Politiques est désigné par « Acheteur », les entreprises présentant des offres sont désignées « Candidats » et les entreprises retenues sont désignées par le terme général au singulier « Titulaire ».

### 1.2 – Objet

La présente consultation concerne les travaux destinés à la modernisation et la construction des infrastructures de sécurité des bâtiments visant à renforcer la protection électronique des installations, en matière de contrôle d'accès, de vidéoprotection et de sonorisation PPMS du site « Espace Philippe Seguin » de l'Institut d'Etudes Politiques.

Le présent document constitue le Règlement de la consultation (RC).

Les clauses régissant administrativement le marché figurent dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Les **dispositions générales s'appliquant aux travaux, la description des prestations et spécifications techniques** sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes.

Le Titulaire est réputé avoir accepté sans réserve l'ensemble de ces documents.

### 1.3 – Mode de passation

La procédure de passation utilisée est une procédure adaptée en application des dispositions du Code de la commande publique rappelées sur la page de garde du présent règlement de la consultation (RC).

L'Acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation conformément aux articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du Code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'une publicité au BOAMP avec mise en ligne de l'avis et du « dossier de consultation » sur la plateforme dématérialisée [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)  
Cette consultation figure également dans la rubrique « [marchés publics](#) » du site interne de l'acheteur ([www.sciencespo-aix.fr](http://www.sciencespo-aix.fr))

### 1.4 – Allotissement et nomenclature

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Conformément aux articles L. 2113-11 du Code de la commande publique, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 1.5 – Décomposition en tranches

Le marché est composé d'une tranche ferme et de six tranches optionnelles (art. 2113-4 du Code de la commande publique).

La tranche ferme sera obligatoirement exécutée.

#### **A. Les travaux de la tranche ferme comprennent principalement :**

La réalisation des contrôles d'accès :

- Du local serveur R+3
- Du local transformateur désaffecté
- De l'accès AS2
- De l'accès AS3

L'équipement de l'accès AS2 en vidéoprotection et visiophonie.

La supervision et la gestion de l'installation des logiciels liés à l'installation des matériels.

La création des VRD et l'installation des équipements nécessaires au fonctionnement de l'infrastructure réseau.

La gestion du chantier et le DOE.

**B. Les travaux des tranches optionnelles comprennent :**

- **Tranche optionnelle T0 01** : l'équipement en visiophonie et en vidéoprotection de l'accès AS5
- **Tranche optionnelle T0 02** : la sécurisation globale de l'accès AS6 (pose d'un portillon automatique et de tourniquets avec terrassement et dalle de fixation), visiophonie et vidéoprotection, y compris équipement en visiophonie de l'AS1.
- **Tranche optionnelle T0 03 : alternative à la T0 02**, la sécurisation globale de l'accès AS6 (pose de portillons automatiques avec terrassement et dalle de fixation), visiophonie et vidéoprotection, y compris équipement en visiophonie de l'AS1.
- **Tranche optionnelle T0 04** : sécurisation de la délimitation SP1 avec création d'un contrôle d'accès, verrouillage et vidéoprotection.
- **Tranche optionnelle T0 05** : équipement en visiophonie de la délimitation SP2.
- **Tranche optionnelle T0 06** : sécurisation de la délimitation SP3 avec création d'un contrôle d'accès.

Chaque tranche optionnelle pourra être affirmée ou non à la signature du marché ou dans la période de validité du marché si l'Acheteur le décide.

Dans ces conditions, le titulaire sera informé par écrit, de la décision de l'Acheteur.

Si l'Acheteur décide de ne pas affirmer la ou les tranches optionnelles, aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire du marché.

**1.6 - Forme du marché et montant**

Il s'agit d'un marché ordinaire de travaux.

Le montant prévisionnel hors TVA de l'ensemble des travaux est estimé à 250.000 €

## **2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

**2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**2.2 - Forme juridique du groupement**

Les candidats peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous la forme d'un groupement.

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du Code de la commande publique, la composition du groupement intervient au stade des candidatures et doit être formulée dans la déclaration de candidature.

Un même prestataire ne peut être mandataire de plus d'un groupement. Un même prestataire ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

**2.3 - Prestations similaires**

En vertu de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, s'il envisage de confier au titulaire du présent marché de services des prestations similaires dans un marché ultérieur, à la condition que le nouveau marché ainsi conclu n'excède pas trois ans à compter de la notification de ce marché public.

## 2.4 – Visite obligatoire de site

Les prestations objet du marché imposent une visite obligatoire du site par les candidats. L'offre des candidats sera donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette visite et comprendra explicitement ou implicitement toutes les prestations accessoires et autres nécessaires.

**La présence à la visite est obligatoire pour pouvoir déposer une offre.**

**La visite du site objet du marché aura lieu le vendredi 10 janvier 2025 de 10h00 à 12h30.**

L'attestation de visite attestant que le candidat a bien pris connaissance des locaux sera remise signée par l'Acheteur à l'issue de la visite. **Une copie de ce document devra être remise avec l'offre du candidat.** L'absence de ce document dans l'offre du candidat est un motif de rejet.

**Les candidats devront préalablement s'inscrire par mail et communiquer les noms des visiteurs au plus tard 24h avant, auprès de M. Hugues MERI, directeur du patrimoine immobilier et de la logistique à l'adresse [dpil@sciencespo-aix.fr](mailto:dpil@sciencespo-aix.fr)**

Lieu de rendez-vous : IEP- Espace Philippe Seguin – 31 avenue Jean Dalmas à Aix en Provence

Les candidats qui prendraient connaissance de la consultation après cette date de visite obligatoire sont invités à déposer une demande par écrit ( courriel) à l'adresse électronique susmentionnée, pour essayer d'organiser une nouvelle visite.

Dans tous les cas, une demande parvenue moins de 10 jours avant la date limite de réponse ne pourra pas être acceptée.

## 3 - CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

### 3.1 - Durée du contrat et délai d'exécution

La date prévisionnelle de début du marché est février 2025 et sa durée d'exécution est fixée à 8 mois y compris la période de préparation de 3 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le planning prévisionnel sera confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier. Le délai d'exécution comprend le pliage des installations et la remise en état des lieux.

### 3.2 - Lieu(x) d'exécution du marché

Les prestations, objet du présent marché, seront exécutées sur le site Espace Philippe Seguin – 31 avenue Jean Dalmas à Aix en Provence.

## 4 – DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LES OFFRES

### 4.1 - Conditions relatives au retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme dématérialisée : Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes : **[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**

### 4.2 - Composition du dossier de consultation

Le DCE est composé des pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes
  - o Annexe 1 relative à la déclaration sur l'honneur
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Plans d'implantation de principe
- Le cahier des charges fonctionnel du SSI
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DGPF)
- Le cadre du mémoire technique

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

### 4.3 – Conditions générales de présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

### 4.4- Constitution des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces énumérées aux articles suivants.

#### 4.4.1 Candidature : documents et renseignements à fournir par le candidat

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces formulaires de candidature sont à compléter par tout document complémentaire répondant aux informations indiquées ci-après pour présenter leur candidature.

#### ➤ Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (formulaire annexé au présent RC)	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

#### ➤ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance décennale obligatoire couvrant les travaux décrits	Non

#### ➤ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principaux chantiers réalisés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Ils sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

#### 4.4.2 Cas particulier de cotraitance et sous-traitance

**Cotraitance** : en cas de groupement, il est exigé de chaque cotraitant qu'il fournisse les attestations et renseignements ci-dessus.

#### **Sous-traitance** :

Sous-traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre par le candidat :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier, dans son offre, des capacités de ce ou de ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution de ce marché.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé en original,
- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Son numéro unique d'identification délivré par l'INSEE
- Les attestations fiscales & sociales à jour
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; pour les candidatures par voie dématérialisée

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### Sous-traitance déclarée durant l'exécution du marché :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient en cours d'exécution du marché, le titulaire remet à l'Acheteur un acte spécial de sous-traitance (DC4) dans les conditions prévues à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique accompagné de l'ensemble des renseignements mentionnés aux articles R2193-1

Le sous-traitant doit obtenir au préalable de l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Il est rappelé qu'en cas de sous-traitance, le titulaire demeure le seul responsable de l'exécution de la totalité des prestations prévues par le marché, y compris celles qui sont sous-traitées, et que la défaillance du sous-traitant ne peut être invoquée à l'encontre de l'Acheteur.

#### **4.4.3 Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
La DGPF	Oui
Le Cadre de Mémoire Technique	Oui
Les fiches techniques de chaque produit pour vérification de l'emploi des bonnes références	Oui
L'attestation de visite des locaux	Non
Le planning détaillé d'exécution des travaux proposé par le candidat en cohérence avec le planning prévisionnel	Oui

Dans le cadre de l'adoption du Code de la commande publique et afin de simplifier le dépôt des offres, le formulaire ATTRI1, Acte d'Engagement(AE) ne sera ainsi remis qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché conclu avec le seul opérateur économique ayant remis l'offre la plus avantageuse.

## **5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

### **5.1 - Transmission électronique**

Les candidats devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

- Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :
  - standard .zip
  - Adobe® Acrobat® .pdf
  - Rich Text Format .rtf
  - .docx ou .xlsx ou .pptx en version Microsoft Office 2007 ou postérieurs
  - le cas échéant, le format DWF
  - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

En cas de format différent, l'Acheteur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

- Le candidats est invité à :
  - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
  - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",
  - traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus. En effet, conformément au décret n°2002-692 du 30 avril 2002, la réception de tout fichier contenant un virus peut faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture et être réputé ne jamais avoir été reçu.

Ce dossier dématérialisé doit contenir :

Un pli OFFRE contenant les pièces constitutives de la candidature et de l'offre du candidat telles que définies dans le présent règlement de la consultation.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

### **5.2 - Modalités d'envoi des propositions :**

La remise des offres par voie électronique, comme la consultation de cet avis et le téléchargement du dossier de consultation, est accessible sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Pour les modalités de remise des offres, se référer aux conditions générales de la plateforme.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Le candidat peut effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier, ou sur support physique électronique.

### **5.3 – Copie de sauvegarde**

Il est rappelé qu'il est de l'intérêt des candidats de faire parvenir à l'Acheteur une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD, DVD ROM, clé USB...) ou sur support papier, de l'offre pour parer à toute éventualité de dysfonctionnement (impossibilité d'ouvrir les fichiers, virus, etc.).

Cette copie de sauvegarde doit être, en tous points, identique à l'offre elle-même transmise sous forme dématérialisée.

L'Acheteur recommande l'envoi d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique (DVD, clé USB...) selon les dispositions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique.

Cette copie de sauvegarde, placée dans un pli scellé, peut alors être déposée en main propre ou envoyée par lettre recommandée avec AR avant la date et heure limites à l'adresse suivante :

**Institut d'Etudes Politiques**



Il devra y être mentionné :

**Copie de sauvegarde marché  
«DEPLOIEMENT D'UNE INFRASTRUCTURE DE SECURISATION  
DU SITE ESPACE PHILIPPE SEGUIN  
OP2ISECURISATION\_EPS»**

**Nom de l'entreprise**

**« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »**

La remise d'une copie de sauvegarde avant la date limite ne pourrait palier le dépôt tardif de l'offre sur la plateforme de dématérialisation.

Dans un tel cas, les documents contenus dans la copie de sauvegarde ne seront ni ouverts ni analysés.

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique n'est pas autorisé dans la présente consultation.

#### **5.4 – Rematéralisation des offres**

Le titulaire s'engage à accepter la rematéralisation de tous les documents. La personne physique auteur de la signature électronique procédera à la signature manuscrite sans procéder à la moindre modification des documents et les retournera par voie postale à l'Acheteur sous cette forme dans un délai qui ne devra pas excéder 5 jours à compter de leur réception par le titulaire.

## **6 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **6.1 - Motifs d'exclusion**

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

### **Vérification des motifs d'exclusion**

En application des dispositions de R.2144-4 du Code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion. **Au stade de la candidature, il est uniquement demandé aux candidats de compléter et signer l'attestation sur l'honneur jointe au DCE.**

## 6.2 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Le délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

## 6.3 – Jugement des offres – choix de l'attributaire

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les offres inacceptables pourront devenir régulières au cours de la négociation si l'Acheteur décide d'y recourir. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

**Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

Afin de dégager l'offre économiquement la plus avantageuse, les critères de jugement sont notés et pondérés par la méthode suivante afin d'obtenir :

- 1. 60 % pour les critères techniques**
- 2. 40 % pour le critère prix**

### **1/ La valeur de l'offre technique**

<b>Critères techniques</b>	<b>Pondération</b>
<b>Sous-critère 1 : Moyens humains affectés aux travaux et organisation du chantier</b> (Moyens humains par corps d'état)	15.0 %
<b>Sous-critère 2 : Matériaux, équipements et méthodologie d'exécution</b> (Méthodologie d'exécution, moyens matériels : outillage + fiches techniques)	25.0 %
<b>Sous-critère 3 : Planning des travaux, optimisation des temps</b> (planning produit par les candidats)	10.0 %
<b>Sous-critère 4 : Dispositions pour la préservation de l'environnement</b> (notice relative au traitement des déchets et à la politique environnementale du candidat)	5.0 %
<b>Sous-critère 5 : Mesures spécifiques de sécurité en site occupé</b> (notice indiquant les moyens et modes d'intervention)	5.0 %
<b>TOTAL</b>	<b>60.0 %</b>

### **2/Critère valeur prix**

Il est calculé comme suit :

$$\text{Note sur 40} = (\text{Pmd} / \text{Po}) \times 40$$

Dans laquelle :

- **Pmd : Prix de l'offre la moins disante**
- **Po = Prix de l'offre examinée finale**

Les éléments chiffrés seront ajustés en cas d'erreur(s) dans le calcul de la TVA, celle-ci sera alors rectifiée au moment de l'analyse des offres.

Il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement des offres.

L'Acheteur pourra demander aux candidats de justifier le prix ou les coûts proposés dans son offre lorsque celle-ci semble anormalement basse y compris pour la part du marché public qu'il envisage de sous-traiter. (Article R. 2152-3 du Code de la commande publique).

L'Acheteur rejette l'offre si les éléments fournis par le soumissionnaire ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés. (Article R. 2152-4 du Code de la commande publique).

### 3/ Note finale

La note finale obtenue sera une note sur 100 calculée avec les coefficients de pondération définis ci-avant, soit :

**Note technique + note prix**

### 4/ Modalités de notation des tranches optionnelles

Les tranches optionnelles seront évaluées distinctement mais selon des critères identiques à ceux appliqués à la tranche ferme.

Les offres relatives aux tranches optionnelles seront notées selon les critères suivants :

- 1. 60 % pour les critères techniques**
- 2. 40 % pour le critère prix**

La notation des tranches optionnelles sera effectuée à titre informatif dans le cadre de la comparaison globale des offres. La notation globale du candidat inclura toutefois les tranches optionnelles uniquement si l'Acheteur décide de lever ces tranches au moment de l'attribution.

#### 6.4 - Négociation

L'Acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec au maximum les candidats ayant remis les 3 offres les plus économiquement avantageuses au regard des critères de jugement des offres ci-dessus.

La négociation pourra se dérouler par oral et/ou écrit.

Si une audition des entreprises concernées est organisée, celle-ci fera l'objet d'une convocation qui précisera les modalités ainsi que la date et l'heure précise.

A l'issue de cette réunion, les entreprises formuleront leur nouvelle offre qu'elles adresseront au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis.

A l'issue des négociations, les critères de jugement des offres ci-dessus seront utilisés pour désigner l'attributaire du marché.

Les marchés ainsi négociés feront l'objet d'une mise au point avec chacun des attributaires.

## 6.5 – Attribution du marché

**Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier envoyé par voie dématérialisée l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :**

- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques);
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent;
- En cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés;
- Le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le candidat, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le candidat s'appuie sur celles-ci;
- Le cas échéant, si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail;
- le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
  - certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA))
  - certificat de l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance

Les offres les mieux classées seront retenues à titre provisoire en attendant que les candidats produisent les documents dans les conditions des articles R. 2144-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le délai imparti aux attributaires pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à ceux-ci ; **ce délai ne pourra être supérieur à 5 jours ouvrés** à compter de la notification de la demande.

A défaut de production dans le délai imparti, l'offre sera éliminée et la même demande sera faite auprès du candidat suivant dans l'ordre de classement, si celui-ci n'a pas préalablement fourni les certificats visés. Le marché sera attribué au candidat le mieux placé qui aura produit tous les documents dans les conditions des articles R. 2144-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Compte tenu des délais nécessaires pour l'obtention des documents et ainsi éviter des difficultés pouvant résulter d'une transmission tardive des documents, les candidats sont invités à anticiper leurs démarches. Aussi, en cas d'attribution à un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## 7 – MODIFICATION DE DOSSIERS

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter au dossier de consultation des modifications mineures, **au plus tard six (6) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres. Dans le cas où des modifications seraient apportées après ce délai, une nouvelle date de remise des offres serait accordée aux candidats de manière à respecter à minima cette période de six (6) jours.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications seront transmises sur la plateforme de dématérialisation.

## 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande **au plus tard 6 jours calendaires (soit au plus tard le 15/01/2025)** avant la date limite de réception des offres une demande **obligatoirement** via le profil acheteur de l'Acheteur sur la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), rubrique « questions ».

A titre d'exception (difficultés à télécharger le DCE, problème de connexion, indisponibilité du site, etc) la demande pourra être formulée par mail auprès de :

Renseignements administratifs	Renseignements techniques
<b>IEP d'Aix en Provence Service des marchés Mail : <a href="mailto:marches.publics@sciencespo-aix.fr">marches.publics@sciencespo-aix.fr</a></b>	<b>M. Hugues Méri Mail : <a href="mailto:hugues.meri@sciencespo-aix.fr">hugues.meri@sciencespo-aix.fr</a>  Copie à : <a href="mailto:marches.publics@sciencespo-aix.fr">marches.publics@sciencespo-aix.fr</a></b>

Aucune réponse ne sera fournie par téléphone.

La question et la réponse seront alors déposées sur la plateforme de dématérialisation, **5 jours calendaires au plus tard** (soit au plus tard le 16/01/2025) avant la date limite de réception des offres, pour que chaque candidat puisse disposer de l'information.

## 9 – PROCEDURES DE RECOURS

En cas de litige, conformément à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique, concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées à l'article R. 2197-1 susvisé.

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

**Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Marseille.**

Tel. : 04.84.35.45.54

Email : [catherine.pietri@paca.gouv.fr](mailto:catherine.pietri@paca.gouv.fr)

Adresse : Préfecture de la région Provence Alpes Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)

CCRA de Marseille

Place Félix Baret

CS 80001

13 282 Marseille cedex 06

Les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

**Tribunal Administratif de Marseille**

Tél. : 04 91 13 48 13

Fax : 04 91 81 13 87

Email : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Le recours à tout type de procédure amiable ne saurait être un préalable à la saisine de la juridiction compétente par le pouvoir adjudicateur qui peut choisir de saisir directement les juridictions compétentes.

Le Tribunal Administratif de Marseille est seul compétent pour connaître des litiges qui surviendraient lors de l'exécution du présent marché.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## 10 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

**Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure**

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère

personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

**Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :**

Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, représenté par son administrateur provisoire, Monsieur Franck BIGLIONE.

Coordonnées du délégué à la protection des données :

**Base juridique du traitement :** c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

**Finalité du ou des traitements :** suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

**Destinataires ou catégorie de destinataires :** les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

**Durée de conservation :** ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès du délégué à la protection des données de Science Po Aix (coordonnées ci-dessus), le cas échéant auprès de la CNIL.